

Aux électeurs, électrices, aux candidat·s : proposition de charte démocratique.

Les élections présidentielles que nous venons de connaître mettent en évidence tant le caractère non démocratique de ce scrutin et des institutions de la V^e République, que l'épuisement de ce régime. Les 27,9% d'abstentions, de blancs et de nuls par rapport aux inscrit·es au premier tour, sans compter les citoyen·nes non-inscrit·es, ont notamment exprimé cette situation. Les mobilisations, salariales, climatiques, défendant emplois et conditions de travail, n'ont pas fait de pause électorale. Dans la rue, dans les urnes, ou sans bulletin du tout, la majorité dans le pays n'est pas disposée à subir un nouveau quinquennat dans les conditions fixées par ce régime et par ce président.

La même démarche qui a conduit des citoyens·nes, et militants·es à se prononcer pour un boycott constituant de la présidentielle nous conduit à présent à dire que le mandatement par les citoyens·nes, des candidats opposés à Macron comme à Le Pen aux législatives est la question démocratique centrale. Il faut tout de suite commencer à changer de régime par l'action : nous avons bien une V^e République à perdre et un monde à gagner !

C'est pourquoi nous soumettons à ces candidat·es une charte démocratique. Votre agenda de député doit venir d'en bas. Des AG mensuelles des électeurs, électrices, ouvertes aux femmes et aux hommes vivant en France sans avoir le droit de vote, doivent donner le tempo. Acceptez-vous de vous dé-mettre de toute autre fonction élective que celle de votre mandat législatif ? De rendre compte de votre mandat en reprenant les propositions de vos électeurs et électrices?

Les grandes lignes de ce mandat sont simples : l'urgence exige d'augmenter massivement les salaires, de protéger, rétablir et étendre à nouveau les services publics (santé publique, école publique, logement ...) en stoppant leur mise à l'encan, de réduire le temps de travail pour changer la vie et organiser l'embauche des privés d'emplois, et – c'est la condition – de prendre sur les revenus du capital, sur les profits, pour mettre en œuvre ces mesures. Les réserves liées au CAC40 sont immenses. Elles doivent servir au développement de toute la société. L'urgence, c'est de promouvoir une autre logique économique. L'urgence c'est d'engager la planification écologique, le GIEC nous donne 3 ans avant que des changements irréversibles ne surviennent. L'urgence, c'est de satisfaire la revendication d'égalité qui monte du tréfonds de la société.

Cette urgence, surtout si vous êtes majoritaires, va se heurter tout de suite aux pouvoirs du président. Votre mandat doit donc être d'en appeler au peuple pour supprimer l'hyper-pouvoir présidentiel et engager un processus constituant démocratique dans tout le pays, qui n'a pas à attendre la fin d'un nouveau quinquennat !

Cette charte démocratique peut bien entendu être complétée localement. Mais nous insistons : votre engagement démocratique comme porteur des exigences que vous aurez entendues peut assurer une victoire contre Macron et Le Pen, et donc contre la V^e République, si, « par en bas », en est assuré le respect. « Celles et ceux d'en bas » ont la force sociale, elle peut devenir une force politique !